

Berend, Ivan, *Capital Intensity and Development Policy*,
Budapest (Hongrie), Akadémiai Kiado, 1985, 266 p.

Paul Pilisi

Volume 19, numéro 1, 1988

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702307ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702307ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Pilisi, P. (1988). Compte rendu de [Berend, Ivan, *Capital Intensity and Development Policy*, Budapest (Hongrie), Akadémiai Kiado, 1985, 266 p.] *Études internationales*, 19(1), 161–163. <https://doi.org/10.7202/702307ar>

thodologie comparative employée par les sciences juridiques.

André BZDERA

*Département de science politique
Université de Montréal*

ÉCONOMIE INTERNATIONALE

BEREND, Ivan, *Capital Intensity and Development Policy*, Budapest (Hongrie), Akadémiai Kiado, 1985, 266p.

Se référant au fondateur de l'école de l'économie politique « classique », Adam Smith, l'auteur du présent essai, qui est en même temps le président de l'Académie des Sciences de Hongrie, insiste tout particulièrement sur l'importance du capital dans la politique du développement. Dans l'introduction, l'auteur propose d'analyser l'intensité du capital et de contribuer, dans une perspective comparative, à la réflexion en matière de politique de développement.

Les différentes conceptions théoriques, méthodes et approches sont exposées dans le 3^{ème} chapitre au cours duquel l'auteur présente un tour d'horizon de la recherche internationale. Le quatrième chapitre est consacré à l'étude et à l'analyse de l'intensité du capital dans l'économie de la Hongrie. Les statistiques, tableaux analytiques et les données sur les indications concernant les différentes branches de l'économie, l'intensité du travail productif, le changement structurel de la valeur ajouté etc. couvrent les décennies depuis 1950. Dans l'étude du cas hongrois, une attention spéciale est consacrée à l'impact social de la technologie, tout particulièrement en matière de travail. Le 5^{ème} chapitre traite des tendances de l'intensité du capital et de l'équipement technologique déployé dans le processus de production de différents secteurs de l'économie. L'analyse comparative entre l'économie hongroise et celles des pays développés porte sur quatre secteurs: l'agriculture, l'industrie, les services productifs et les services non productifs. L'auteur compare les pays « nordiques » (Royaume-Uni, Suède, Norvège, Danemark),

les pays occidentaux européens (Autriche, Belgique, Allemagne Fédérale, Italie etc.) et les pays du « sud » de développement moyen (Grèce, Espagne, Portugal, Yougoslavie et Turquie).

Les changements survenus dans l'emploi et dans l'intensité du capital sont traités dans le sixième chapitre en fonction de l'impact du changement d'emploi sur l'intensité du capital. La comparaison du niveau de l'intensité du capital dans le temps et dans l'espace s'effectue dans le cadre du septième chapitre. Le huitième est consacré à l'impact de la politique de développement sur le niveau de l'intensité. Le neuvième et le dixième chapitres proposent, respectivement, des considérations théoriques sur le sujet en titre et des interrogations justifiées sur les finalités socio-économiques. L'annexe contient des tableaux statistiques comparatifs très élaborés; elle est suivie d'une bibliographie en plusieurs langues.

À titre de considérations théoriques, l'auteur est à la recherche d'éléments de réponse à une question fondamentale: quelles sont les causes du changement des rapports entre capital et processus de production? Il convient d'ajouter que l'économie politique marxiste, du point de vue de la plus-value, identifie les formes matérielles des éléments du capital en capital constant (Cc) et en capital variable (Cv). De ce point de vue, il est tout à fait compréhensible que l'intensité de la force de travail de même que le niveau (technique) des moyens de production représentent des facteurs déterminants en matière d'intensité du capital. Avant de répondre à la question, M. Berend propose cette définition de la notion d'intensité du capital: « By capital intensity we mean the quotient of fixed and circulating capital and output, that is, the (capital) assets per unit of output. » (p. 25)

Il en découle que, théoriquement, le capital est lié à la productivité à travers l'activité productive du travail. Au sens large, l'intensité du capital peut être interprétée de trois points de vue:

- du point de vue technique
- du point de vue technico-économique

— du point de vue de la valeur économique (p. 27)

Ces aspects sont traités suivant des approches et considérations en provenance des pays occidentaux (capitalistes) et socialistes. (Il convient de préciser que, dans le langage courant, les adjectifs tels que « capitaliste » et « socialiste » désignent, dans les pays de l'Est, des systèmes économiques (modes de production) et non des systèmes politiques). « La réponse à la question concernant l'intensité du capital est mesurée en terme de la valeur qu'on peut obtenir — sous certaines conditions techniques — du changement survenu dans la productivité. » (p. 30) L'intensité du capital par rapport à l'équipement technologique et à la productivité du travail est illustrée à travers l'approche quantitative dont les indicateurs sont identifiés dans les équations. La nomenclature d'analyse couvre les secteurs productifs et non productifs (pp. 41-48).

En ce qui concerne l'étude du cas de la Hongrie, dont les aspects comparatifs sont présents tout au long de l'essai, l'auteur brosse un tableau dès le tournant du siècle. L'accent est mis sur l'étude de la période postérieure à la Deuxième Guerre mondiale. Il convient de souligner la richesse documentaire de ce chapitre et l'analyse détaillée des données quantitatives. Durant les décennies 1950-1960, on constate l'augmentation relative de l'emploi et au contraire, sa chute au cours des décennies 1970-1980. Dès la seconde moitié de la décennie 1970, la pénurie de main-d'oeuvre devient aiguë, elle est marquée par le retour massif des femmes sur le marché du travail. Les carences de la pénurie de main-d'oeuvre seront compensées partiellement par l'engagement d'ouvriers polonais et est-allemands dès la fin de la décennie 1970. La légalisation des petites entreprises et organisations, à partir de 1982, contribuait également à la compensation de cette pénurie. Au tournant de la décennie en question, quelque 180.000 ouvriers physiques ont quitté leur emploi. Au cours de ces quelques années, les secteurs non productifs tels que l'administration (bureaucratie) ont augmenté de quelque 40.000 emplois malgré une politique rationnelle en matière de main-d'oeuvre. Le quoti-

dien du gouvernement constatait la pénurie de main-d'oeuvre dans les secteurs de la production en ces termes: « La pénurie de main-d'oeuvre a pris de telles proportions, qu'il n'y avait personne pour exécuter le travail ». (*Magyar Hirlap*, le 29 mars 1984). Les petites entreprises et organisations du secteur étatique, des communautés économiques de travail des entreprises, les CETE dépassent largement les normes prévues et fixées par l'Office de la planification centrale. L'existence de ces CETE explique en grande partie pourquoi la productivité du travail n'a suivi que de façon modérée la chute radicale de l'emploi. (p. 61) Par contre, l'équipement technologique du travail a atteint son niveau maximum au tournant de la décennie 1970-1980, phénomène attribuable à l'importation massive de la technologie et de capitaux occidentaux. Durant cette période, l'endettement de la Hongrie a atteint quelque \$8 milliards US et, en 1986, la dette extérieure brute en devises s'élevait à 11 milliards.

Depuis la légalisation des petites entreprises, le secteur des entreprises d'État est en croissance zéro, l'économie nationale témoigne d'un développement modéré par le seul développement de la « deuxième économie ».

Dans le secteur des entreprises étatiques, la technologie occidentale a été déployée dans un milieu organisationnel inchangé où la gestion centralisée et la planification de l'économie nationale restaient maintenues, malgré les déclarations d'intention rationnelles reliées à la réforme économique de 1968. La « réforme » de la réforme a démantelé les grands trusts étatiques au tournant de la décennie et, dès 1985, l'existence d'une certaine forme de démocratie industrielle témoigne d'une gestion plus démocratique des entreprises étatiques. Ainsi, il n'est pas étonnant de constater que l'équipement technologique du travail n'ait pu contribuer de façon substantielle à l'intensité du capital. Si la productivité du travail n'a chuté que de façon modérée (p. 61), les petites entreprises et organisations ont grandement contribué à cette modération.

Dans le secteur de l'agriculture, on observe une progression continue. Cependant, les principes de la réforme économique de 1968 en matière de décentralisation et d'intérêt ma-

tériel se sont manifestés tout particulièrement dans les secteurs collectif et privé de l'agriculture. Le secteur privé de l'agriculture représente seulement 11 % des terres cultivables. En 1982, ce secteur produisait plus de 30 % de la production agricole du pays. D'après la revue théorique du Parti, ce secteur aurait produit plus de 59 % des pommes de terre, 59 % des légumes, 57 % des raisins, 53 % des fruits et 57 % des viandes porcines. Le « sur-travail » des propriétaires et des membres de leur famille représente le travail officiel de plus d'un million d'ouvriers réguliers pendant une année. (Cf. *Társadalmi Szemle*, mai 1984, pp. 35-36).

Dans les pays socialistes, les problèmes structurels sont fondamentaux. Lorsque les problèmes structurels se transforment en crise structurelle, doublée d'une crise conjoncturelle — en 1973 et 1979 après les crises du pétrole —, il est impossible de substituer, en pleine crise, la gestion économique par un autre modèle organisationnel. L'auteur souligne à juste titre que les « changements structurels produisent un impact favorable sur le développement de l'intensité du capital. » (p. 76) Cet impact est très visible et mesurable dans les secteurs privé et collectif de l'agriculture comme dans le secteur étatique depuis la légalisation des petites entreprises et organisations.

L'impact de la technologie sur les secteurs et sur leur productivité est analysé entre pays socialistes, comme au niveau international (Europe du Sud, Amérique du Nord).

À côté de l'aspect économique-technique, l'auteur insiste sur l'importance des facteurs tels que les données géographiques, la technostucture et les structures sectorielles de la production lesquels affectent, directement ou indirectement, le niveau d'intensité du capital.

L'auteur, de par ses connaissances lexiques expose, dans une perspective comparative, les données et les problèmes socio-économiques de modes de production différents. Ses réflexions se portent sur les finalités socio-économiques, culturelles et humaines; ce, tout en mettant en relief l'impact social des changements technologiques.

Bien que l'essai de M. Berend s'adresse en priorité aux économistes, l'utilité et la contribution positive de cet écrit est profitable pour toute personne qui s'intéresse du point de vue économique, sociologique ou politique aux systèmes politiques comparés.

Paul PILISI

*Département des sciences humaines
Université du Québec à Chicoutimi, Canada*

Robert BOYER (sous la direction de), *Capitalisme fin de siècle*, Paris, « Économie en liberté », Coll. Presses Universitaires de France, 1986, 269p.

La modestie n'est pas la vertu la plus répandue chez les économistes. C'est pourquoi l'appel de Robert Boyer à l'histoire, à la sociologie et à la science politique, pour construire un système global d'interprétation du capitalisme contemporain soulève, depuis plusieurs années, l'intérêt de ceux qui sont fidèles à la tradition de l'économie politique.

La rupture dans les régularités et les formes d'organisation des marchés qui perdure depuis le début des années 70 signifie également la fin des orthodoxies économiques. S'il y a désorganisation des structures productives, il faut, propose Robert Boyer en introduction, chercher un autre modèle d'interprétation, qui identifie les conditions qui ont rendu possible le régime de croissance de l'après-guerre, et son épuisement. C'est ce que propose le courant de la régulation.

Le terme de régulation: « désigne l'ensemble des processus formalisés ou implicites qui concourent à l'ajustement de la production et de la demande sociales et correspond à un état donné des formes d'organisation et des structures productives » (souligné dans le texte, p. 20). En plus des analyses sur les structures purement économiques d'organisation de la production et de division du travail (appelé régime d'accumulation), l'analyse accorde une grande importance aux procédures de gestion, aux formes institutionnelles, et aux conflits sociaux qui ensemble constituent le mode de régulation. Dans chaque période historique, au